

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 27/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORTEC GÉNÉRALE DE DÉPOLLUTION

Lieu(x) dit(s) l'Oratoire/La Pourcelle
1620 Chemin de la Couronnade
13290 Aix-En-Provence

Références : D-2024-1601
SPR/2025/0023
Code AIOT : 0006400018

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement ORTEC GÉNÉRALE DE DÉPOLLUTION implanté 1620 CHE DE LA COURONNADE 13290 AIX-EN-PROVENCE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORTEC GÉNÉRALE DE DÉPOLLUTION
- 1620 CHEMIN DE LA COURONNADE 13290 AIX-EN-PROVENCE
- Code AIOT : 0006400018
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le site est une carrière d'argile, également autorisé au traitement et au stockage sous la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) de déchets inertes dits "facteur 3" (pour tous les paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 sur les conditions d'admission des déchets inertes).

Par le passé, le site a admis et stocké des déchets dits « K3++ » (activité de stockage de déchets dits "pseudo-inertes" alors autorisée sous la rubrique 2760-2), ce qui n'est plus le cas aujourd'hui (cf. courrier préfectoral de reclassement, en date du 3 février 2021).

Le site fait l'objet d'une surveillance des eaux souterraines.

Contexte de l'inspection :

- Récolement à un arrêté de mise en demeure (AP n°2023-203-MED du 15/09/2023) ;
- Modalités de surveillance des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 10.3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déchets admis/stockés article 3 de l'AM du 12/12/2014	AP de Mise en Demeure du 15/09/2023, article 1	Sans objet
2	Déchets admis/stockés article 5 de l'AM du 12/12/2014	AP de Mise en Demeure du 15/09/2023, article 1	Sans objet
3	Procédure d'acceptation préalable des déchets	AP de Mise en Demeure du 15/09/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2023-203-MED du 15/09/2023 peut être considéré comme satisfait (points de contrôle 1 à 3 du présent rapport).

L'impact réel actuel de l'installation sur les eaux souterraines doit être mieux caractérisé, notamment au regard des résultats des campagnes périodiques de contrôle (réalisées depuis 2020 au moins).

L'affichage à l'entrée du site doit être modifié: « OGD » (titulaire de l'autorisation environnementale préfectorale) à la place de « Valorterre ».

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déchets admis/stockés - **article 3** de l'AM du 12/12/2014

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des déchets/ article 3 AM 12/12/2014
Prescription contrôlée : L'entreprise OGD, qui exploite l'établissement VALORTERRE Les Milles, 1620 chemin de la Couronnade 13290 AIX-EN-PROVENCE, est mis en demeure de : - respecter sans délais les prescriptions des articles 3, 4, 5 et l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ; (...)
Constats : Le site est autorisé pour le stockage sous la rubrique 2760-3 de déchets inertes dits "facteur 3" (ISDI dite "aménagée" avec pour valeur limite en fraction soluble (FS) = 12 000 mg/kg de MS). Cf. article 3.1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28/12/2012. 1) Lors de la visite d'inspection "terrain", il est constaté (visuellement) que les déchets mis en remblais peuvent désormais être considérés comme ayant fait l'objet d'un tri préalable satisfaisant pour être qualifiés d'inertes. 2) Examen par sondage de la conformité des déchets admis depuis la notification de l'arrêté de mise en demeure du 15/09/2023 : <ul style="list-style-type: none">• Chantier LIDL à Antibes : OGD a transmis par mail du 28/06/2024 les rapports de SGS, sur les échantillons de déchets analysés les 29/05, 30/05, 31/05, 03/06 et 04/06/2024 : résultats conformes ;• Chantier ATA Services Keller à Marseille, analyses d'échantillons de déchets par SGS des 13, 17, 18 et 19/06/2024 (transmission OGD par mails des 01 et 02/07/2024) : les résultats en mg/kg de MS montrent pour le paramètre fraction soluble (FS) des concentrations se situent entre 22 000 et 24 000, et pour le paramètre Sulfate des valeurs entre 13 000 et 14 000, c'est-à-dire des déchets non inertes. L'exploitant indique toutefois par mail du 01/07/2024 que ces déchets font l'objet d'un refus et sont réorientés sur le site VALORTERRE Provence à Lançon.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra, à réception du rapport, le justificatif d'acceptation des déchets non inertes issus du chantier ATA Services Keller à Marseille par la société VALORTERRE Provence à Lançon.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets admis/stockés- article 5 de l'AM du 12/12/2014

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des déchets/article 5 AM 12/12/2014
Prescription contrôlée : L'entreprise OGD, qui exploite l'établissement VALORTERRE Les Milles, 1620 chemin de la Couronnade 13290 AIX-EN-PROVENCE, est mis en demeure de : - respecter sans délais les prescriptions des articles 3, 4, 5 et l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ; (...)
Constats : 1) La procédure d'OGD/Valorterre d'accueil de déchets inertes (mise à jour en juillet 2024) prévoit : <ul style="list-style-type: none">• fiche FID (fiche d'identification du déchet) renseignée par le client, à partir de laquelle OGD donne ou non son accord pour l'admission des déchets ;• CAP (certificat d'acceptation préalable) émis/délivré à partir de la FID, en cas d'acceptation préalable (au stade de l'offre) ou d'acceptation sur site. 2) Examen par sondage de document(s) préalable(s) (ou bordereau de suivi de déchets) : <ul style="list-style-type: none">• LIDL Antibes fin mai 2024 ;• ATA Services Keller, juin 2024. [CAP accompagnés de BSD (bordereau de suivi des déchets)] 3) Les résultats de l'acceptation préalable des déchets visés par l'annexe II de l'AM du 12/12/2014 sont enregistrés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédure d'acceptation préalable des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle externe de la procédure
Prescription contrôlée : L'entreprise OGD, qui exploite l'établissement VALORTERRE Les Milles, 1620 chemin de la Couronnade 13290 AIX-EN-PROVENCE, est mis en demeure de (...) mettre en place sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, un contrôle externe de sa procédure d'acceptation préalable des déchets sur la carrière.
Constats : Un contrôle/audit de la procédure d'OGD d'accueil des déchets a été réalisé : Cf. Note technique NT02 Cisma datée du 1er juillet 2024 (Projet n°2023S111) signée le 09/07/2024. Le prestataire externe CISMA conclut que "le contrôle réalisé a permis de constater que la procédure en place répond aux exigences de l'arrêté", avec quelques préconisations. Il est rappelé à OGD qu'il ne peut être admis de déchets d'enrobés bitumineux sur le site uniquement s'ils ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent pas d'amiante (ni de goudron). Par courrier au préfet du 25/07/2024, et par son mémoire en réponse annexé, OGD s'est engagé à donner suite aux préconisations de CISMA et à faire réaliser un audit régulier de l'application de sa procédure d'accueil/acceptation de déchets inertes. Il est pris acte de ces engagements, qui seront contrôlés par l'Inspection des Installations Classées (IIC).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2012, article 10.31.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du CHAPITRE 10.2-, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente le dernier rapport d'EKOS relatif au suivi des eaux souterraines, campagne du 2 ^{ème} trimestre 2024. Avis de l'IIC : la conclusion de ce rapport n'est pas suffisamment explicite sur l'impact de l'installation. Pour mémoire, des campagnes <u>trimestrielles</u> de contrôle des eaux souterraines sont préconisées pour ce site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : OGD transmet les deux derniers rapports de suivi des eaux souterraines, ainsi qu'un bilan quadriennal de la surveillance du prestataire (EKOS) afin d'évaluer l'impact effectif de l'installation sur les eaux souterraines. Ce bilan a pour objectif la mise en perspective des résultats acquis au cours de l'ensemble des campagnes de surveillance. Ce bilan est l'occasion d'analyser les résultats obtenus de manière plus approfondie, avec du recul, et en essayant de mettre en perspective les résultats obtenus par rapport aux évolutions et événements connus par le site durant cette période. Le bilan quadriennal doit notamment permettre de vérifier la pertinence du réseau au regard d'évolutions constatées : sur la piézométrie (des pompages ayant pu modifier l'écoulement, etc.), sur les concentrations (apparition ou évolution d'un panache) et/ou sur le contexte (apparition/disparition d'enjeux). A cette fin, l'exploitant pourra se référer au guide du BRGM sur la surveillance de la qualité des eaux souterraines (Version 3 – Décembre 2022).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois